



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et des Élections

Arrêté Préfectoral de mise en demeure
DCL - BREV - 2020 - 273 - 1

Sté MASSON

Aux Sordats

71118 SAINT MARTIN BELLE ROCHE

Carrière située aux lieux-dits « Fifataud », « La Montagne » et « Les Vignes »

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L. 514-5, R.181-46 et R.512-46-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 3 mars 2004 à la société MASSON pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Belle-Roche ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 9 septembre 2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 18.2.3.II de l'arrêté ministériel susvisé dispose : « *Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.* » ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose : « Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur » ;

CONSIDÉRANT que selon l'article R.181-46.II du code de l'environnement: « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose : « Le ravitaillement des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche conçue pour permettre la récupération des éventuelles égouttures et des produits absorbants sont disponibles pour épancher toute fuite éventuelle. L'exploitant doit disposer d'un kit de produit absorbant à proximité de la zone de ravitaillement des véhicules. L'aire étanche est reliée à un bac décanteur-déshuileur régulièrement entretenu, en procédant notamment au minimum à un curage par an. Le stationnement des engins le soir ou en cas d'immobilisation prolongée doit être réalisé sur une aire étanche munie d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels » ;

CONSIDÉRANT que l'article 28.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose : « L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié... » ;

CONSIDÉRANT que l'article 33 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose : «...En particulier, les modalités de vidange et curage de décanteur-déshuileur sont clairement définies (personnel responsable, seuil, périodicité des vérifications et des curages...) » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 7 juillet 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions suivantes :

- existence d'une activité de stockage de produits minéraux et déchets inertes d'une surface estimée supérieure à 5000 m² sur le site autorisé de la carrière au titre de la rubrique 2715 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration ou d'un enregistrement conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement (article 9),
- existence d'une activité de stockage de déchets minéraux provenant d'une activité extérieure sur le site autorisé de la carrière n'ayant pas fait l'objet d'une demande préalable à l'autorité administrative (article 9),
- présence d'une aire étanche de ravitaillement des engins ne permettant pas de canaliser un déversement accidentel vers le dispositif de traitement des effluents (article 26.3),
- capacité de stationnement des engins sur des surfaces protégées insuffisante (article 26.3),
- absence de nettoyage du dispositif déshuileur de l'aire étanche de ravitaillement (article 26.3),
- absence de consignes de surveillance et de nettoyage du dispositif déshuileur de l'aire étanche de ravitaillement (article 33),

- absence d'aménagement de point de prélèvement en sortie du dispositif déshuileur de l'aire étanche de ravitaillement (article 18.2.3.II),
- absence de mesures du bruit de l'activité de la carrière dans son environnement depuis 2013 (article 28.3).

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société MASSON de respecter les prescriptions des articles susvisés ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société MASSON dont le siège social est situé - 71118 SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE est mise en demeure de respecter, pour sa carrière située aux lieux-dits « Fifataud » « La Montagne » et « Les Vignes » à Saint-Martin-Belle-Roche :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, le dépôt d'un porter à connaissance concernant les activités exercées n'étant pas conformes à l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 3 mars 2004 et à l'article R.181-46 du code de l'environnement : « *Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur* » ou leur réduction (rubrique 2517) et leur suppression (apports de déchets) afin de se conformer à ces mêmes articles ;
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 3 mars 2004 : « *L'aire étanche est reliée à un bac décanteur-déshuileur régulièrement entretenu, en procédant notamment au minimum à un curage par an.* » ;
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 28.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 3 mars 2004 : « *L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, tous les trois ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.* » ;
- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 33 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose : « *...En particulier, les modalités de vidange et curage de décanteur-déshuileur sont clairement définies (personnel responsable, seuil, périodicité des vérifications et des curages...)* » ;
- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 26.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 3 mars 2004 : « *Le ravitaillement des véhicules et engins de chantier est réalisé sur une aire étanche conçue pour permettre la*

récupération des éventuelles égouttures et des produits absorbants sont disponibles pour épancher toute fuite éventuelle. L'exploitant doit disposer d'un kit de produit absorbant à proximité de la zone de ravitaillement des véhicules. Le stationnement des engins le soir ou en cas d'immobilisation prolongée doit être réalisé sur une aire étanche munie d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels » ;

- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 18.2.3.II de l'arrêté ministériel susvisé dispose : « Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. ».

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône-et-Loire, M. le Maire de la commune de Saint-Martin-Belle-Roche, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **29 SEP. 2020**

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT